

Chapitre 2 – Les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres

Contexte

 Pages 74-75 – Point de passage

1936-1939 : les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole

Au cours de l'entre-deux-guerres, l'histoire de l'Espagne est mouvementée et marquée par une très forte instabilité. En 1923, le général Primo de Rivera parvient à s'imposer au pouvoir au terme d'un coup d'État, point de départ d'une période de dictature militaire qui dure jusqu'en 1931. À cette date, l'Espagne connaît le retour de la République, qu'elle avait connue de manière éphémère dans les années 1870. C'est le début de ce qu'on appelle la Seconde République espagnole, régime qui prend un certain nombre de réformes radicales : instauration du suffrage universel, droit de vote des femmes, autorisation du divorce, réduction du pouvoir de l'Église catholique et de l'armée, réforme agraire.

En 1936, les élections sont remportées par le *Frente popular* (Front populaire), une coalition électorale constituée des partis de gauche, dont les communistes espagnols. Cela s'explique par la stratégie préconisée depuis 1935 par le Komintern : face à la montée des fascismes, les communistes européens doivent faire alliance avec les autres forces de gauche. Dans un contexte de grèves et d'agitation sociale, causé par la crise économique mondiale des années 1930, cette victoire provoque en juillet un soulèvement militaire nationaliste, dirigé par le général Franco à partir du Maroc espagnol. Cela marque le début d'une terrible guerre civile, qui dure trois ans, opposant les républicains espagnols aux nationalistes, qui finissent par l'emporter en 1939. Franco instaure dès lors une dictature, qui ne s'achève qu'à sa mort, en 1975, et qui repose sur

l'Église et sur l'armée. La guerre d'Espagne fait plusieurs centaines de milliers de victimes, sans parler de toutes celles et de tous ceux qui prennent le chemin de l'exil, notamment en France.

Cet événement dramatique est davantage qu'une guerre civile. C'est aussi un événement international de grande ampleur. Il est en effet venu défier le système de sécurité collective institué au lendemain de la Première Guerre mondiale, et destiné à empêcher la résurgence des conflits : les puissances européennes s'étaient engagées à en confier la résolution à la Société des Nations et avaient mis la guerre hors la loi (Pacte Briand-Kellogg, 1928). Pour maintenir la paix, les démocraties occidentales défendent le principe de la non-intervention, adopté lors de la conférence de Londres, qui crée une commission internationale chargée de veiller à l'application de ce principe et notamment à faire respecter un embargo sur les armes (septembre 1936). Cela n'empêche pas les régimes totalitaires d'intervenir rapidement dans la guerre : les nationalistes reçoivent ainsi le soutien de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, tandis que les républicains sont soutenus par l'URSS.